

31 octobre 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République et Mikhaïl Gorbatchev, Président de l'URSS, sur les relations franco-soviétiques, la sécurité en Europe, la conférence pour la paix au Proche-Orient et le conflit en Yougoslavie, Soustons, le 31 octobre 1991.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, vous savez que le Président Gorbatchev, à son retour de Madrid, a accepté de s'arrêter en France, et particulièrement ici-même, dans cette commune de Soustons où j'habite moi-même. Il poursuivra son voyage pour rentrer à Moscou, après cette conférence de presse.

- Nous avons pu, depuis hier, examiner beaucoup de sujets puisque nous avons disposé d'abord de trois quarts d'heure de route, puis d'une heure et demie de conversations approfondies avant l'heure du dîner, lequel a été aussi pour beaucoup un dîner de travail. Dans l'intervalle, vous le savez, nous nous sommes rendus devant les micros qui nous ont permis de nous adresser par Antenne 2 aux Français. Ce matin nous nous sommes retrouvés pour un petit déjeuner et nous venons de terminer nos conversations qui tout de même se poursuivront un peu puisque je vais raccompagner le Président Gorbatchev maintenant à Biarritz, à l'aéroport.

- Les sujets, vous n'avez pas de peine à les imaginer. Ce sont ceux que vous traitez depuis plusieurs jours et que vous aurez à traiter encore pendant longtemps. D'abord les impressions et les observations du Président Gorbatchev sur la conférence de Madrid qu'il a ouverte en compagnie de M. George Bush. Ensuite, les questions multiples et constantes que nous avons régulièrement à traiter. C'est-à-dire les problèmes de sécurité, les relations internationales dans le cadre des différentes institutions ou organisations où nous nous retrouvons, les structures de l'Europe, les problèmes brûlants qui s'y posent comme en Yougoslavie, ou les problèmes de fond quant à l'avenir de notre continent.

- Nous avons également parlé des problèmes internes à l'Union que préside M. Gorbatchev, lui-même désirait m'en entretenir et m'a développé ses analyses sur la situation présente et sur celle qui se dessine pour l'avenir immédiat. Nous avons abordé en particulier les problèmes d'aide à l'égard de l'Union, ce qui comprend naturellement les différentes Républiques, l'effort international abordé dans des cercles différents mais complémentaires, et M. Gorbatchev a de nouveau exposé la nature et l'importance des besoins d'un pays en voie de reconstruction et qui a connu les évolutions les plus considérables depuis quelques années.\

J'ai eu, bien entendu, le plus grand plaisir à Parler avec le Président Gorbatchev, conversations engagées déjà depuis 1985, et particulièrement à le recevoir chez moi, ainsi que Mme Raïssa Gorbatchev que je salue ici. Cette rencontre avait un aspect particulier dans la mesure où se mêlaient les aspects objectifs de la politique internationale que nous avons à traiter en qualité de chefs d'Etat mais aussi l'aspect, tout à fait subjectif, de responsables qui se connaissent depuis longtemps et qui sont heureux de se retrouver. Je tiens donc à remercier Mme et M. Gorbatchev pour leur présence dans les Landes, ma femme s'est jointe à moi, ainsi que certains membres de

ma famille, pour prendre part à cet accueil, à cette réception, et maintenant nous arrivons au terme en souhaitant bon voyage et bon travail à notre hôte. Avant cela - mais il en a pris l'habitude, je crois que la première conférence de presse commune date précisément de 1985, certains d'entre vous s'y trouvaient sûrement - il faut qu'il subisse l'épreuve traditionnelle dont vous êtes coutumiers, l'expression qui me venait à l'esprit risquait d'être excessive, j'allais dire les bourreaux mais elle est excessive alors trouvez vous-même. En tous cas, vous allez nous interroger et particulièrement sans doute M. Gorbatchev. Je crois que le moment est venu pour vous de poser vos questions mais peut-être le Président Gorbatchev désirera-t-il ajouter quelques mots.\

M. GORBATCHEV.- J'ai été donc obligé d'abandonner Moscou à l'époque où des événements peut-être les plus importants s'y déroulent depuis les années de la perestroïka, des événements qui exerceront une grande influence sur le cours des transformations dans notre pays, j'ai été obligé d'abandonner mon pays et ceci parce qu'à Madrid en tant que co-président, j'ai participé à la Conférence de Paix sur le Proche-Orient. Il fallait absolument que je prenne part à cette conférence puisque nous avons tous intérêt à non seulement ouvrir cette conférence mais aussi à faire en sorte qu'elle aboutisse. Sans doute ce sera une conférence difficile à en juger par les informations que nous avons et à en juger par ce qui a été visible lors des travaux préparatoires. Depuis 1948, pour la première fois, les représentants de ces Etats se sont mis à la table des pourparlers. C'est déjà un événement en soi et donc c'est la raison pour laquelle l'Union soviétique, qui a été toujours très active en ce qui concerne le règlement des destinées des peuples de cette région - cette région est proche de nous -, l'Union soviétique a été appelée à faire son devoir. Je dois dire, profitant de cette occasion, je n'ai pas eu l'occasion de le dire hier, lorsque nous nous sommes entretenus avec le Président lors de la rencontre avec les journalistes d'Antenne 2, je dois dire que je dois rendre hommage à la justesse et à la contribution apportée par la France et personnellement par le Président Mitterrand pour faire en sorte que le chemin de cette conférence soit frayé. Comme vous le savez, l'Union soviétique et la France ont été les co-auteurs, sinon les premiers co-auteurs, de la proposition faisant état de la nécessité de la tenue de la Conférence internationale sur le Proche-Orient à Madrid. J'ai eu des entretiens importants à deux reprises. J'ai vu d'abord en tête-à-tête, avec la participation du ministre des affaires étrangères, le Président Bush, c'était un entretien très dense. Nous pensions que c'était une occasion en marge de la réunion mais lorsque les dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis se rencontrent, ils ont toujours matière à discussion et cette fois-ci c'était une grande rencontre. Ensuite, notre discussion s'est prolongée, nous avons profité de l'invitation du Roi d'Espagne qui nous a conviés au dîner et M. Gonzalez a pris part à cette discussion. C'était aussi une discussion très circonstanciée, un échange de points de vue qui est tellement nécessaire à l'époque actuelle. Ensuite, j'ai eu des entretiens avec Felipe Gonzalez, et je dois dire que j'ai utilisé avec satisfaction cette occasion qui m'a été donnée pour accepter la proposition du Président Mitterrand de nous rencontrer sur le chemin de Madrid et c'est ainsi que j'ai pu réaliser mon rêve ancien de nous rencontrer ici dans son pays natal. Il est très attaché à ce pays. Je l'ai beaucoup ressenti, hier soir et ce matin lorsque nous nous promenions aux alentours de sa résidence.\

Je tiens donc à remercier le Président de ce privilège non seulement de visiter sa résidence, mais d'y passer la nuit, de me réveiller avec le chant des coqs, cela m'a rappelé mes origines paysannes. Si le Président craignait que je sois réveillé ce matin, j'avais au contraire davantage envie de dormir, néanmoins, il fallait se lever. Nous avons eu un entretien ce matin, c'était le quatrième si on met à part notre entretien télévisé, nous avons eu une conversation approfondie. Le Président a cerné les thèmes que nous avons discutés et je dois donc terminer en disant que j'exprime la satisfaction de ces entretiens. Nous vivons un temps où les processus connaissent un développement rapide, il y a des problèmes qui deviennent de plus en plus aigus, de nouveaux problèmes surgissent. Nous sommes tous concernés. J'ai à l'esprit les peuples, les pays et donc de tels entretiens, de tels contacts sont absolument nécessaires, sont plus que jamais nécessaires. Je me joins donc à ce qui a été dit par le Président. Nous sommes entièrement à votre disposition mais je ne suis donc pas d'accord avec le Président pour que

entièrement à votre disposition, mais je ne suis donc pas d'accord avec le Président pour que toutes les questions me soient posées. Il faut au moins que ce soit moitié-moitié !\

LE PRESIDENT.- Avant que vous ne commenciez, je voudrais remercier pour les qualités d'hospitalité la commune de Soustons et son maire, maire et conseiller général, M. Montus, qui se trouve parmi nous, - vous avez pu remarquer les qualités d'équipement que l'on trouve pratiquement tout autour de cette région, M. Emmanuelli, président du Conseil général et député des Landes, dont je ne suis pas natif - mais je suis quand même un homme de sud-ouest, donc je m'y retrouve aisément - et Mrs les députés et sénateurs des Landes, tous présents ce matin parmi nous, indépendamment de toute autre personnalité avec M. le préfet des Landes. Dernière observation de courtoisie, je veux dire aux compagnons de voyage de Mme et M. Gorbatchev, combien il nous a été agréable de les recevoir également. Maintenant quelqu'un a déjà levé la main, je vous en prie :\

QUESTION.- Je voudrais poser la question aux deux Présidents : ces derniers temps, il y a eu une série de nouvelles idées en matière de construction européenne, s'agissant à la fois des questions de la sécurité en Europe et des questions de l'organisation des structures européennes. A cet égard, je voudrais poser la question : avez-vous changé vos opinions en ce qui concerne l'avenir de l'Europe ? Est-ce que vous considérez comme un problème majeur dans la construction européenne l'accroissement du rôle de la Russie ? J'ai à l'esprit la fédération de la Russie, le rôle de la Russie dans les affaires internes et dans les affaires extérieures, comment est-ce que vous voyez le rôle de la Russie dans la construction européenne d'autant plus que, monsieur le Président, vous accueillerez bientôt M. Eltsine, et sans doute vous allez discuter avec lui de tous ces problèmes-là.

- LE PRESIDENT.- Nous restons très attachés à ce que l'on appelle communément la construction de l'Europe. Actuellement, notre continent se retrouve tout entier dans une institution, la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, qui - comme vous le savez, a un prochain rendez-vous - je crois que c'est au mois de juin l'année prochaine, à Helsinki, ce serait donc Helsinki 2 - mais participent à cette organisation deux pays extérieurs à l'Europe qui sont les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Il n'empêche que tous les pays d'Europe sont membres de la CSCE, tous ceux qui existaient au moment des accords et de la Charte de Paris, mais aussi quelques-uns de ceux qui ont pris naissance officielle, acquis leur souveraineté depuis lors. Il existe une autre organisation qui réunit douze pays, seulement allais-je dire, mais 340 millions d'habitants, ce sont essentiellement les pays de l'Ouest, auxquels il faut ajouter la Grèce, étant entendu que cette Communauté reste ouverte aux pays qui le souhaiteraient et qui le pourraient. Déjà des accords d'association sont signés, des problèmes de structure commune sont à l'heure actuelle à l'étude. Il y a une organisation d'origine militaire qui représente l'Alliance atlantique et qui réunit un certain nombre de pays européens avec les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, etc. Il y a encore bien d'autres choses, mais je vais limiter là mon exposé. Telles sont les structures actuelles. Il y a des projets d'avenir.\

LE PRESIDENT.- ` suite sur la construction européenne ` M. Gorbatchev avait évoqué ce qu'il avait appelé la "Maison commune", ce qui voulait dire que tous les pays du continent puissent traiter entre eux des intérêts des pays d'Europe. Ce que j'ai appelé Confédération et qui pourrait permettre à tous ces mêmes pays de collaborer et travailler ensemble, en attendant qu'ils se dotent d'une structure plus stricte et donc plus contraignante et qu'ils soient en mesure de supporter ces structures économiquement. Tout cela supposant alors, dans notre esprit, le passage de tous ces pays à la démocratie, avec tout ce que cela signifie. Bref, c'est la question que vous me posez : l'Europe est encore en devenir, il n'existe pas encore d'organisation vraiment spécifique de l'Europe mais l'Europe se fera, telle est ma conviction, j'y travaille sans vouloir écarter qui que ce soit mais c'est ainsi. C'est la géographie qui donne la réponse.

- Alors à l'intérieur de cette Europe, on assiste à beaucoup d'éclatements aujourd'hui, de dispersion, au réveil de ce que l'on appelait déjà au XIXème siècle, des nationalités. Beaucoup de ces pays ont appartenu à des empires, et dès lors que le lien central s'est affaibli ou a disparu, ils tendent soit à retrouver, s'ils l'ont connue dans le passé, leur autonomie et leur souveraineté, soit à les conquérir s'ils ne les ont jamais connues. C'est le cas par exemple en Yougoslavie, de la

Slovénie et de la Croatie qui, à une époque encore récente, appartenaient à l'empire austro-hongrois. Tandis que la Serbie, le Montenegro étaient déjà des Etats constitués & mais, vous savez que dans cette région le statut de ce pays a beaucoup varié selon les rapports de force, empire austro-hongrois, empire russe, puis Union soviétique, empire turc. A l'ouest de l'Europe, l'évolution a été plus simple, mais elle s'est faite au travers des siècles.

- Donc, il existe un certain nombre de républiques, en Europe, qui étaient liées naguère par l'empire, pour simplifier je dirais de Pierre le Grand, et qui se sont retrouvées, non pas à l'identique, mais chacun le comprend, au sein de l'Union soviétique. Là, on assiste, en effet, à une première dispersion. Plus récemment, c'étaient les pays Baltes, dont la France a toujours reconnu la souveraineté - même pendant les périodes où ils l'avaient en fait perdue - qui ont retrouvé cette indépendance. D'autre part, nous entendons dire à tout moment que telle ou telle république, l'Ukraine par exemple, c'est le cas de la Georgie, mais c'est le cas de bien d'autres, veulent affirmer leur propre souveraineté et donc disposer des attributs de la souveraineté, des compétences y compris militaire, monétaire, tout ce qui caractérise la souveraineté d'un Etat.

LE PRESIDENT.- ` Suite sur la construction européenne et le rôle de la Russie ` Vous m'avez parlé de la Russie. La Russie est, en effet, un pays fondamental de l'Europe, puisque c'est ce pays qui a rassemblé autour de lui et à travers les siècles cet immense domaine qui va jusqu'aux confins de l'extrême Asie, qui a été géré successivement par les tsars, et par la suite, par l'Union soviétique. A l'intérieur de cet ensemble, les nationalités ont gardé une grande force. Elles se révèlent aujourd'hui, en tout cas, dans toute leur ampleur. Est-ce que la Russie, puisqu'il s'agit d'elle, sera demain un pays autonome, souverain, indépendant de l'Union dont M. Gorbatchev est le Président ? Je ne peux pas me substituer à l'opinion qu'en a le Président Gorbatchev. Mais, j'ai déjà sur deux plans au moins, en attendant quelques autres, le désir de prolonger l'Union ou même de la renforcer : sur le plan nucléaire, sur le plan militaire, il semble que le pouvoir central ait un consentement des autres & sur le plan du règlement de la dette, des dispositions autour de l'aide, d'une économie commune et d'un règlement commun des situations existantes. Sur ces deux plans déjà, l'Union a été choisie par l'ensemble des républiques, peut-être pas toutes, mais enfin celles auxquelles nous pensons.

A la veille du putsch de Moscou, le Président Gorbatchev s'apprêtait à signer un traité d'Union d'une importance capitale puisqu'il définissait les termes des liens fédéraux qui allaient unir le centre et les républiques. Le putsch a considérablement fait reculer, ou du moins il a fallu repartir à zéro dans une situation qui s'était gravement altérée. Et nous en sommes là, ou plutôt à une reprise en main qui s'est réalisée grâce à l'accord entre les principaux dirigeants. Et, jusqu'à nouvel ordre, j'ai toujours entendu parler, et je considère que les relations entre le Président de l'Union que j'ai à mes côtés et les dirigeants russes, notamment M. Eltsine, sont des relations de travail en commun, de collaboration pour perpétuer, donner le plus d'éclat possible et de force à l'ensemble que constituent les républiques de l'Union. On observe naturellement des tendances centrifuges dans d'autres républiques. Pour l'instant, c'est un débat qui est ouvert, je ne peux pas préjuger la fin de cette histoire. J'ai dit hier soir, cela a paru surprendre certains, ce que nous faisons pour tenter d'aider l'Union à traverser cette crise, car c'est un pays qui dispose d'une très puissante potentialité avec l'ensemble des pays de l'Union, et on m'a dit, mais est-ce que cela n'irait pas plutôt aux républiques ? Eh bien non, pour l'instant, c'est à l'Union que l'on s'adresse. Et là, justement, sur ce terrain de l'aide, elle a maintenu et renforcé ses liens, décidé d'être le partenaire avec l'accord des républiques, sur un plan fondamental la France n'a pas intérêt à voir une sorte d'éparpillement et financement de vide politique, s'installer à la place de l'ensemble des républiques - la principale, dont nous tenons le plus grand compte, étant la Russie. C'est ce que j'aurai, en effet, l'occasion de dire à M. Eltsine, non seulement à Moscou, sans doute un jour, mais en tout cas en France vers la fin du mois de janvier. Nous voudrions mener de pair cette action : Que l'union soit là, qu'elle dispose de compétences reconnues & C'est un système de type fédéral en somme que je prévois pour les compétences majeures d'un Etat fédéral. Et que les républiques soient maîtresses de leurs décisions dans tous les domaines, c'est-à-dire le plus grand nombre des domaines, hors ceux du centre fédéral. Je ne sais ce que

décideront les différents partenaires, mais M. Gorbatchev vous le dira sûrement mieux que moi.\

M. GORBATCHEV.- C'est une grande question, mais bien sûr on doit consacrer beaucoup de temps à la réponse et consentez que la réponse du Président Mitterrand témoigne du fait qu'il est difficile d'apporter une réponse exhaustive.

- Je voudrais, pour ma part - et telle est la position de l'Union soviétique - souligner que nous sommes pour la construction d'une Europe nouvelle, d'une Europe disposant d'un espace politique, juridique, culturel unis. Il s'agit donc de mettre en oeuvre les projets tels que la création d'un espace énergétique uni. Ces projets font l'objet de l'attention des politiques, des milieux d'affaires et cela atteste également du fait que les Européens préconisent la construction d'une Europe où les frontières ne seront pas appelées à séparer les peuples. Les frontières seront de plus en plus transparentes selon une expression consacrée. Il n'y aura plus d'obstacle à toutes sortes d'échanges puisque l'Union soviétique s'est assignée comme tâche la nécessité d'intégrer, de façon organique, l'économie européenne. Nous aimerions donc édifier nos relations avec les Européens de façon à respecter les règles du jeu communes, non pas nous contenter uniquement du commerce, mais également réfléchir à de grands projets dans l'intérêt de tous les peuples européens. Bien entendu, nous réaffirmons notre attachement au fait que l'Europe doive être délivrée par le désarmement, non seulement des armes nucléaires, mais de toutes les armes, qu'elle doit suivre le chemin de la démilitarisation. C'est une composante très importante de la construction d'une Europe nouvelle, c'est ce que nous observons actuellement, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

- Les processus qui s'y déroulent ont changé. Tout ne connaît pas un développement comme cela a été prévu dans nos conceptions politiques, dans nos pronostics. Le passage des relations anciennes vers des relations nouvelles, cela demande toujours du temps. C'est toujours ainsi à l'époque où des institutions disparaissent et que l'on ressent le besoin d'en créer de nouvelles. C'est ce qui se passe en ce moment. Bientôt, aura lieu à Rome une grande rencontre des dirigeants des pays faisant partie de l'Alliance de l'Atlantique nord. Ils devront définir leurs comportements, dans le cadre de cette organisation. Comment prévoir son sort ?

- Je pense que cette organisation, elle aussi, est appelée à se transformer compte tenu des processus, donc perdre un peu de son aspect militaire au profit des aspects politiques. Le temps n'est pas venu de poser la question de son élimination mais de se demander comment elle peut se transformer conformément aux besoins de la construction d'une Europe nouvelle. Il semble bien que les participants de cette organisation doivent transcender les vieilles habitudes. Dans la nouvelle situation, il n'y a plus de menace de guerre, nous n'avons nullement l'intention de nous faire la guerre. Il faut donc affranchir cette organisation des éléments, des vestiges, de vieilles doctrines militaires.\

M. GORBATCHEV.- ` Suite ` Je pense que ce que nous avons actuellement sur le continent européen suscite des sentiments de satisfaction, mais également de préoccupation. Cela veut dire que nous devrions coopérer de façon encore plus étroite pour bien orienter tous les processus. Certains de ces processus revêtent un caractère explosif, et je mettrai tous les hommes politiques en garde. J'ai eu l'occasion de le dire lors de mes entretiens avec les représentants des pays occidentaux, je l'ai dit également à l'occasion de mon entretien avec les dirigeants à Madrid. Il serait erroné si, impressionnés par la nouveauté des processus qui se déroulent en Europe, nous commençons à apporter, à la hâte, des corrections. A-t-on besoin en général d'une Europe nouvelle ? Je pense que ceci est inacceptable pour les hommes politiques. Ils doivent garder toute leur lucidité et, ce qui est essentiel, ils doivent être à l'écoute, tirer les enseignements et donc observer le processus réel, donc je réaffirme mon attachement aux opinions qui sont déjà bien connues en ce qui concerne la construction de l'Europe. Je pense que bien des choses dépendront de la façon dont se dérouleront les événements en Union soviétique. Effectivement, il s'agit là d'un problème clé et de la solution de ce problème dépendra le cours des événements en Europe. J'ai à l'esprit le rôle de notre Etat multinational dans la politique mondiale et avant toutes choses en Europe.\

M. GORBATCHEV.- ` Suite ` M. le Président a exprimé à cet égard ses opinions, il a raisonné à haute voix, je le comprends fort bien, je voudrais parler de façon encore plus concrète, et mon

maux voix, je le comprends très bien, je voudrais parler de façon encore plus concrète, et mon opinion est la suivante : cet Etat, l'Union soviétique, a été formé en fonction du point de vue des habitants, 75 millions vivent en dehors de leurs entités nationales, cet Etat a été formé de façon à ce que l'on ait un espace de défense commune qui fait partie de la stabilité globale, de la stratégie globale. Cet Etat a été formé de façon à ce que le niveau de la coopération soit sur la base d'une profonde division du travail - ce niveau-là est beaucoup plus élevé que par exemple dans les communautés européennes, cela atteint 60 ou 70 %. En d'autres termes, l'économie nous impose le maintien de cet espace économique uni, de ce marché commun. Et je peux vous dire que nous ne concevons guère la possibilité pour nous autres, les habitants de la Russie et pour les autres habitants de notre immense pays, de ne pas pouvoir faire appel aux réalisations dans le domaine de la culture, dans le domaine économique, de ne pas pouvoir utiliser les énormes potentialités de la communauté mondiale. Toute la communauté mondiale est préoccupée du sort de l'académie des sciences de l'Union soviétique. Et dès lors qu'il en est ainsi et si l'on ajoute le fait que chez nous, à l'intérieur de l'Union soviétique, il n'y a point de frontières d'Etat entre les républiques, entre les hommes, comment habiter de façon libre si les territoires sont transférés compte tenu du fait que cet Etat serait appelé à rester unique ? Vous pouvez donc comprendre le caractère somme toute artificiel des frontières à l'intérieur de l'Union soviétique. Les Républiques s'engagent dans la voie de l'autodétermination, c'est leur choix, c'est leur droit, mais la question se pose actuellement, s'autodéterminer au prix de la sécession, ou bien au prix de l'autodétermination au sein de l'Union rénovée ? Je pense que les réalités dont je vous ai parlé nous conduisent à penser : si nous devons nous engager dans la voie de la sécession, nous devons affronter des problèmes insolubles. Ni nous, ni le monde extérieur n'ignorons que des problèmes beaucoup plus simples existent en Yougoslavie et personne ne peut résoudre ces problèmes. Cela dit, il faudrait donner à nos peuples qui ont recouvert leur liberté le droit à l'autodétermination. Donc il faut s'autodéterminer au sein de l'Union rénovée. Vous connaissez l'état de notre société. Après les événements du mois d'août, la société tout entière a senti la nécessité de ne pas permettre la désintégration. A ce moment-là, la prise de position a été rendue publique, co-signée par les onze républiques, par leurs onze présidents : nous sommes pour le traité de l'Union, nous sommes pour l'Etat fédéral, nous sommes pour l'Union des états souverains, pour les forces militaires unies, pour le Marché commun, obéissant à certains principes, nous sommes également pour la politique extérieure concertée, à cet égard nous avons réaffirmé tous les engagements et tous les traités que nous avons signés. Voilà ce qui constitue la base pour persévérer en Union soviétique dans le sens de la création d'un Etat fédéral nouveau.

M. GORBATCHEV.- `Suite` En travaillant avec d'autres Républiques, en travaillant avec M. Eltsine, avec les experts, j'ai préparé le projet d'un nouveau Traité de l'Union qui a été envoyé et, actuellement, les Républiques formulent leurs remarques. Ce projet-là stipule que l'Union des Etats souverains fait donc l'Union fédérale. On y parle des forces militaires unies, du marché commun avec tous les attributs propres au marché commun. Ce projet parle également de la politique extérieure etc. Voilà autant de processus qui entrent dans une phase décisive, et je pense qu'ils devraient trouver une solution satisfaisante. En d'autres termes, compte tenu des intérêts de l'Union, des intérêts de nos peuples (puisque nous avons mis de nombreuses années à nous former), je pense que le maintien de l'Union est tout à fait indispensable pour éviter les affrontements, la récession économique et la complication de la vie des peuples.

- J'ai également senti que l'intérêt, l'intérêt propre des pays occidentaux, des Européens et également des Etats-Unis - ceci a été dit par le Président Bush - leur intérêt consiste à souhaiter l'Union maintenue. Ils sont pour le maintien de l'Union puisque cela est conforme à nos intérêts communs. Si l'Union devait être maintenue et si l'Union devait agir sur la base de nos principes, à ce moment-là seront donc réalisées toutes les possibilités dans le contexte du rôle nouveau des Républiques. Déjà, la Russie apporte une contribution plus importante que par le passé, mais cela devrait, pour autant que cette conception se réalise, être le fruit d'une politique concertée. Voilà, je me suis efforcé autant que possible et de façon aussi concise que possible, de donner la réponse à cette question difficile.

QUESTION.- J'ai aussi une question à poser aux deux Présidents. Hier, dans une interview télévisée, vous avez dit que vous avez reçu du Président Mitterrand l'expression de sa solidarité, qu'il ne s'agissait pas simplement de paroles. Ne pourriez-vous pas nous expliquer plus en détail de quoi vous avez parlé, des plans, des projets et des ententes qui ont été éventuellement enregistrés ?

- M. GORBATCHEV.- La France s'en tient à une position active en ce qui concerne l'aide à l'Union soviétique, en ces moments difficiles où des réformes sont mises en oeuvre. Je l'ai ressenti dès le début de cette année lorsque le Président de la République française a pris une décision importante concernant le règlement des problèmes de l'octroi des crédits. Nous connaissons les chiffres et actuellement nous sommes en train de réaliser ensemble ces projets. La France s'est prononcée également en faveur d'une concertation entre l'Union soviétique et les Etats du G7. A l'intérieur du G7, la France s'est tenue à une position de soutien étant donné que l'Union soviétique traverse une période importante de transformation.

- Nous avons parlé avec le Président de problèmes concrets. L'un de ces problèmes - d'importance vitale, nous en avons besoin pour faire face aux problèmes du prochain hiver ! - c'est le problème des vivres. La France apporte sur ce plan sa contribution. Nous espérons que cet effort-là, étant entendu que les besoins seront définitivement précisés sur la base du travail commun de l'Union soviétique et des Etats du G7, ira à son terme. Le Président de la République française m'a assuré que la France ne changera pas sa position. Actuellement, le problème, c'est que tous ces Etats doivent définir leur contribution. Nous avons intérêt à ce que cela soit fait au plus vite. Bien entendu, c'est une étape par laquelle il faut passer, mais nous espérons qu'après l'achèvement de la rencontre à Moscou, bien des choses auront été clarifiées.

- Nous avons parlé également des questions financières. La France, dans le cadre de la concertation avec d'autres Etats du G7, jouera son rôle. Je ne voudrais pas développer davantage cette question qui n'est pas un thème pour la presse mais plutôt pour les milieux financiers. Donc, je me félicite de la position active de la France. Je me réjouis de la réalisation des accords portant sur les crédits. Et j'espère qu'à l'étape finale de la prise de position du G7 et de la Communauté européenne, en ce qui concerne les vivres et les problèmes financiers, la France apportera sa contribution.\

LE PRESIDENT.- Nous continuerons à contribuer à l'aide alimentaire, agro-alimentaire, pour un peu plus de 3 milliards de francs, dans le cadre d'une répartition des charges équitable entre les Etats-Unis et les pays membres de la Communauté. L'aide globale a représenté 8 milliards de francs, mais dans un cadre qui reste encore évolutif, puisque les Etats-Unis d'Amérique et le Japon contribuent à peu près pour 20 % de cette aide globale. Ce qui veut dire que les concertations qui sont en cours devraient amener ces pays, au gré naturellement de leur propre résolution, à prendre part plus encore à une aide dont chacun sent la nécessité.

- La France continuera, elle prendra sa part. Elle plaidera pour qu'un effort supplémentaire, surtout pour l'hiver qui vient, soit fait, afin que les Républiques qui composent l'Union soient en mesure de traverser le moment le plus difficile. Après quoi, comme je vous le disais tout à l'heure, les potentialités de l'ensemble des Républiques sont telles que nous devrions normalement retrouver un régime de croisière. Donc, nous sommes, au sein des institutions internationales, l'un des pays qui poussent à l'augmentation de ces crédits. Ce qui suppose, bien entendu, que nous sommes prêts à en prendre notre part. Il faut absolument réussir cette action, beaucoup de choses dépendent de cela.\

QUESTION.- Ma question s'adresse au Président Gorbatchev, mais elle concerne aussi le Président Mitterrand. Vous savez, monsieur le Président, qu'il y a eu en France une polémique au moment du putsch de Moscou. Pouvez-vous nous dire si vous avez eu, ou si vous avez le sentiment que la France ait pu, à ce moment-là, vous faire défaut, et nous dire également si vous comptez inviter prochainement le Président Mitterrand à Moscou ?

- M. GORBATCHEV.- Je pense que ce problème n'existe pas. Celui qui a engendré ce problème devrait s'y retrouver. Tout d'abord, à cette occasion on a commencé à citer mon livre mais lorsque la citation m'a été rapportée, j'ai dit "ce n'est pas mon livre, ce n'est pas la citation

puisée dans mon livre". Donc, d'aucun cherche à provoquer, vous devriez procéder à une enquête. Les journalistes verraient à qui cela profite car il n'y a pas de problèmes de coopération entre l'Union soviétique et la France. Cette coopération est d'envergure et je dirai même que cette coopération a un caractère unique. Peut-être que certains ne trouvent pas cela normal mais c'est un fait : l'Union soviétique et la France coopèrent. Et dans l'esprit de cette large coopération, nos deux pays se complètent. C'est un facteur irremplaçable, non seulement de la politique européenne mais aussi de la politique mondiale.

- LE PRESIDENT.- Il n'y a aucun problème dans les relations entre M. Gorbatchev et moi, ni entre l'Union et les Républiques qui la composent et la France. Cette controverse vous intéresse ! Je le comprends très bien. Elle a été alimentée récemment par la publication du livre de M. Gorbatchev. Et je suis tout à fait incapable de vous dire à quoi il faut se reporter : à la traduction anglaise qui n'en parle pas ou à la traduction française qui en parle ? Quant à l'original russe, M. Gorbatchev est orfèvre, vous avez entendu ce qu'il vient de vous dire. Donc, c'est une controverse de politique intérieure qui semble complaire à beaucoup de gens mais qui m'est assez indifférente. Les relations entre nos personnes et nos pays sont des relations fortes. Elles l'ont toujours été, y compris et surtout au moment difficile où étaient en péril le chef de l'Etat, sa famille, son pouvoir légal. Nous entendons bien continuer d'être proches chaque fois qu'il s'agira de sauvegarder la marche vers la démocratie et l'équilibre de l'Union. Que voulez-vous que je vous dise de plus ? Maintenant obéissez, si vous le voulez bien, si cela vous arrive d'obéir, bien entendu dans le bon sens du terme, au conseil de M. Gorbatchev : informez-vous sur la réalité de cette nouvelle pulsion qui semble faire tant de plaisir aux Français, à cette discussion franco-française qui est vraiment d'un intérêt que vous admettez mineur à côté des problèmes que nous avons à traiter.\

QUESTION.- La question s'adresse aux deux Présidents et portera à nouveau sur la conférence de Madrid. Je voudrais savoir si cette conférence correspond exactement à vos vœux et par la forme et par le fond et si elle correspond notamment à l'initiative que vous aviez prise tous les deux ? M. GORBATCHEV.- Je pense que cette conférence est conforme au niveau des objectifs que nous avons voulus de façon concertée avec le Président de la République française. Bien sûr nous avons un projet un peu différent mais nous devons tenir compte des réalités. Nous en avons parlé hier avec le Président. Si une telle forme de conférence est devenue possible nous l'acceptons telle quelle pour engager le processus. Je pense que dans ce cadre, les objectifs et les problèmes de la conférence restent. On ne peut pas évacuer ces problèmes et les participants à la conférence, d'une manière ou d'une autre, devront trouver des réponses à des questions qui se posent. L'Union soviétique a beaucoup œuvré ces derniers mois, sur le plan pratique, pour l'engagement de cette conférence. J'ai donné mon accord pour la co-présider. Nous sommes donc capables de réagir aux réalités et d'en tenir compte. Nous espérons que la glace est brisée et que la glace sera brisée complètement.

- Avec le Président nous partons du fait que l'ouverture de la conférence ne rend pas inutile l'action de tous les Etats européens, la concertation avec les Etats du Proche-Orient afin de créer le milieu propice à l'obtention de résultats positifs. Je pense que la conférence sera difficile, que cela va nécessiter beaucoup de temps. Non seulement les co-présidents mais la communauté mondiale devront peut-être réagir à de nouveaux développements mais c'est bien l'objet de la conférence.\

LE PRESIDENT.- Il convient de se souvenir du débat tel qu'il s'est posé. Il ne faut pas juger aujourd'hui au travers des événements qui se sont produits depuis. Le débat était le suivant : pas de conférence mais des échanges et des négociations bilatérales entre Israël et chacun des pays arabes en cause.

- Voilà le débat : d'un côté pas de conférence. De l'autre, mieux vaudrait une conférence internationale (le débat pour savoir qui ferait partie de cette conférence internationale étant subalterne, en tout cas subséquent). Donc, pas de conférence, mais négociations bilatérales. J'ai moi-même souhaité la réussite de cette thèse. Après tout, nul n'est mieux qualifié pour discuter de ses intérêts que celui qui les vit. Mais, après de longues années de patience, on s'est rendu compte que rien n'avait suivi l'accord de Camp David, et que l'accord de Camp David qui avait eu

compte que rien n'avait suivi l'accord de Camp David, et que l'accord de Camp David qui avait eu l'utilité de conduire à la paix entre l'Egypte et Israël, n'avait eu aucun effet sur la question palestinienne. Il devenait donc évident que cette méthode - pas de conférence, mais négociations bilatérales - aboutissait à un échec et donc à la perpétuation du conflit. C'est à ce comment-là qu'un certain nombre de personnes, notamment, M. Gorbatchev et moi-même, mais aussi M. Moubarak et quelques autres, ont préconisé une conférence internationale, dans laquelle se trouveraient réunis les antagonistes, Israël et les pays arabes et un certain nombre d'autres pays qui pourraient se porter garants. C'est là que se distinguent deux thèses, mais je répète, subséquentes : la thèse d'une conférence internationale réduite aux voisins, au voisinage immédiat du conflit, Israël et les autres, et celle élargie. Moi, je continue de penser que c'était une bonne méthode, qu'elle était bonne, avec les membres du Conseil de sécurité. La préférence a été donnée à une conférence internationale. Le schéma que nous avons proposé, M. Gorbatchev et moi, se trouve aujourd'hui mis à exécution, mais avec un nombre plus restreint de pays, les Etats-Unis d'Amérique et l'ensemble des pays représentés par M. Gorbatchev, que nous appelons communément l'Union, héritage direct de l'Union soviétique.

- Si nous avons, nous Français, souhaité le plus, il n'en reste pas moins que c'est la thèse de la conférence internationale qui l'a emporté, sur la thèse adverse. Si les deux superpuissances, c'est ainsi qu'on les appelait, exercent une sorte de parrainage sur cette conférence au fond, tel a été le cas, même quand il n'y avait pas de conférence, quant au jeu des influences au Proche et Moyen-Orient, depuis la dernière guerre mondiale. Camp David s'était déroulé uniquement avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Egypte et Israël - je pense que la caution des Nations unies aurait valu un résultat supplémentaire. Mais puisque la conférence a lieu, il faut l'aider à réussir. Je réponds à votre question, parce que vous me l'avez posée, mais je ne passe pas mon temps à refaire l'histoire autrement qu'elle ne s'est faite, d'autant plus qu'un jour ou l'autre les Nations unies auront à dire leur mot, et donc en particulier les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.\

LE PRESIDENT.- `Suite sur la conférence de Madrid` Vous avez posé la question autrement. L'Europe aujourd'hui, du moins jusqu'à la fin de l'année, - j'espère que ce ne sera pas plus long que cela -, n'a pas d'union politique. Elle s'est trouvée confrontée à un problème vraiment immédiat celui de la Yougoslavie. Mais, après tout, elle n'est pas normalement autorisée par les traités à le faire. Elle le fait mais elle n'est pas autorisée à le faire. De même, sur l'ensemble des problèmes extérieurs, notamment, le Moyen et le Proche-Orient, si l'Europe a des velléités, - elle a quelquefois voté des textes - elle n'a pas de pouvoir organique. Donc, la présence de l'Europe en tant que telle, cela ne voulait pas dire grand chose sinon sur le plan de la courtoisie internationale et d'une réalité qui commence à poindre, dont j'attends beaucoup. La Communauté est présente à Madrid par le canal de ses dirigeants du moment, puisque, comme vous le savez, tous les six mois, la présidence de la Communauté passe d'un pays à l'autre. De ce point de vue, la Communauté est présente.

- Oui, le schéma général d'une conférence internationale est ce que nous désirions. Pour être tout à fait exact, la convocation des parties présentes ne correspond pas au schéma que moi j'avais imaginé. Je n'en reste pas moins tout à fait désireux de voir cette conférence réussir. Elle a déjà réussi quant à ses procédures, j'espère qu'elle réussira quant à l'étude des questions de fond qui restent naturellement dressées devant les négociateurs, comme des pans de montagne.\

QUESTION.- Compte tenu des tentatives que vous avez faites personnellement monsieur Gorbatchev, et de celles de la Communauté, en ce qui concerne la Yougoslavie, est-ce que vous avez été amené à imaginer de nouvelles hypothèses et de nouvelles initiatives ?

- M. GORBATCHEV.- Nous maintenons le contact permanent avec tous les Européens. J'ai eu des entretiens avec le Président Bush à ce sujet. C'est une leçon pour nous tous, donc, c'est la même leçon que nous tirons lorsque nous analysons notre propre situation en Union soviétique. Nous devons nous en tenir fermement à des principes bien définis. Je pense que la position floue de certains pays, observée à l'étape initiale de ce conflit, d'encourager les tendances séparatistes a conduit à de tels affrontements et à de telles conséquences. Lorsque je parle des principes, j'ai à l'esprit la Charte de Paris, la CSCE, il y a celui de l'intangibilité des frontières, le principe de

non-ingérence, les dispositions parlant des problèmes des minorités, autant de choses qui devraient être réglées dans le cadre constitutionnel. Les bons offices devraient s'exercer non pas sous forme d'ingérence, mais sous forme de coopération. A l'heure de la première étape, toutes les choses n'avaient pas ce caractère et ceci n'a pas manqué d'aggraver la situation, actuellement cette situation a le caractère que l'on voit bien, mais il faut réfléchir aux moyens de faire face à cette situation. Je pense que les possibilités ne sont pas encore épuisées sur le plan de la coopération, et ce dans le cadre de la communauté européenne. Il faut qu'il y ait une approche commune, ni l'Union soviétique, ni les Etats-Unis n'ont encore épuisé leurs propres possibilités. Nous avons en réserve la mission des secrétaires généraux, et puis il y a le Conseil de sécurité des Nations unies. Si on ne réussit pas à obtenir des succès sur la base des approches dont je vous ai parlé avec la participation des forces dont je vous ai aussi parlé, nous pourrions mettre en oeuvre ce mécanisme-là pour faire face à la situation. Voilà en quoi consiste le problème, et la rencontre de Moscou avec les dirigeants des deux Républiques l'a démontré. Finalement ils ont eu le souhait de se rencontrer, ils n'avaient pas l'intention de signer, mais ils se sont rencontrés et il y a eu une sorte d'entente. Mais, il n'y a pas de mécanisme réel de la mise en oeuvre de cette entente. A ce moment-là, il y a la répétition de ce qui a précédé. Je pense que la presse devrait être prudente quand elle écrit à propos de cela, beaucoup ont écrit que l'Union soviétique s'était désintégré, on a affirmé que la Yougoslavie n'existerait plus. C'est bien le droit des journalistes d'écrire de telles choses, mais je ne pense pas que ce soit précisément le moyen pour un journal de gagner en popularité ! Il faut être très attentif.\

M. GORBATCHEV.- `Suite` Il n'en reste pas moins que l'opinion publique doit, par les efforts des hommes politiques et de la presse, être orientée en faveur de la position de soutien à la Yougoslavie. C'est notre devoir à nous tous et aux Européens, de résoudre de tels problèmes dans la voie de la construction d'une nouvelle Europe. Si nous n'y arrivons pas alors la question se pose : a-t-on vraiment besoin de cette Europe nouvelle qui voit l'apparition de tels processus au caractère chaotique et sont porteurs de tant de souffrance ? Ce n'est pas seulement les malheurs économiques, sociaux, mais tout le pays qui se trouve détruit, la culture est détruite et en premier lieu, des gens souffrent. Nous devons donc adopter une position de responsabilité, nous tous, et si telle est la position de l'opinion publique basée sur la même approche et non pas la position préconisant la nécessité de faire la croix sur le Kosovo par exemple, comme quoi la Yougoslavie n'existe plus, je pense que ce n'est pas une bonne approche et qu'actuellement c'est une approche superficielle et irresponsable.

- Je ne vois pas encore la situation qui attesterait donc de l'absence de toutes les possibilités. Nous avons encore des leviers bien réels pour exercer une influence. L'Union soviétique est intimement liée à ce peuple là, à l'ensemble de ces peuples, nous maintenons avec eux des contacts étroits. Ils nous entendent et nous allons utiliser tous nos moyens, toutes nos possibilités, telle est notre position et ceci étant, nous allons coopérer avec tout le monde.\

LE PRESIDENT.- La France a toujours affirmé le droit à l'autodétermination, c'est un principe général exprimé démocratiquement. Elle est d'autre part signataire des différents accords d'Helsinki jusqu'à la Charte de Paris proclamant l'intangibilité des frontières. Il faut donc trouver le terme qui convient entre ces deux principes qui risquent de se contredire, elle est favorable au principe de l'autodétermination. Mais cette autodétermination ne peut pas être, j'ai déjà employé l'expression, une autodétermination sauvage. Dès lors qu'il y aurait accession d'une République à la pleine souveraineté, cela regarde la société internationale, puisqu'il faut reconnaître des frontières qui désormais relèveraient du droit international. Devant les combats qui se livrent en Yougoslavie, en constatant la formidable séparation des esprits et des intérêts qui aujourd'hui prévaut entre des pays comme, notamment la Serbie et la Croatie, la France au sein de la Communauté agit en ce sens.

- Créer une sorte de conférence de la paix au sein d'une Europe de la Communauté qui n'a pas encore de pouvoir politique £ voyez la difficulté. Les choses devraient changer à la fin de l'année, du moins je l'espère. Il faut des garanties internationales pour la connaissance exacte des frontières - les frontières administratives internes à un pays ne peuvent pas être considérées,

automatiquement en tout cas, comme des frontières de droit international - et pour la sauvegarde des minorités car il y a une imbrication extrême entre ces populations et à l'intérieur d'un Etat fédéré, les choses sont très différentes : un Serbe qui se trouve en Croatie, s'il existe un Etat fédéral se sent protégé, il est dans son pays et un Serbe, plutôt une communauté serbe dans une Croatie indépendante perd son support. Aussitôt, les conflits ethniques reprennent le dessus. On pourrait employer le même raisonnement à l'égard des Croates qui se trouveraient en Serbie ou bien des Albanais qui se trouveraient au Kosovo, etc, etc. C'est pourquoi, c'est la France qui a préconisé la création d'une cour arbitrale. Cinq personnes ont été désignées à cet égard, à l'intérieur de la Communauté, cinq personnes pour les cinq postes d'arbitre dont le premier est Robert Badinter.\

LE PRESIDENT.- ` Suite sur le conflit yougoslave ` Pour l'instant, il faut traiter les problèmes comme ils sont. La position de la France consiste à demander la multiplication du nombre d'observateurs sur le terrain. C'est une bonne méthode. Les combattants doivent savoir que tout ce qui se passe là-bas se passe sous les yeux des pays de l'Europe, qu'ils ne peuvent pas faire tout et n'importe quoi et que s'ils font tout et n'importe quoi, alors ils s'exposent à un jugement sévère de la communauté internationale. Je vous le répète, il faut des garanties internationales, pour cela il existe des institutions. J'y reviens toujours, la CSCE existe et a son mot à dire. La Communauté a déjà, aura plus encore son mot à dire. Il y a aussi des amitiés traditionnelles. M. Gorbatchev a évoqué les relations très étroites qui existent entre son pays, la Yougoslavie et les peuples qui la composent. Pour l'instant, mettons donc en place effectivement la cour arbitrale, multiplions le nombre des observateurs, avançons pas à pas pour retrouver la paix et tenter de trouver un accord finalement amiable, dans une fédération où les pouvoirs seront autrement répartis, ou dans une organisation qu'on pourrait peut-être appeler confédération, entre les Républiques de Yougoslavie. S'ils préfèrent décidément rompre tous leurs liens, ils en auront le droit mais ils ne peuvent pas à eux seuls décider de ce que sera la carte de l'Europe. Il faut que la société internationale dise son mot.\

QUESTION.- Monsieur le Président Mitterrand, dans le cadre de l'initiative des quatre puissances nucléaires que vous aviez convoquées, quelles garanties pouvez-vous attendre du Président de l'Union en raison des forces centrifuges dont vous avez parlé tout à l'heure dans certaines des Républiques qui abritent justement les armes nucléaires ? Question inverse à monsieur Gorbatchev, quelle garantie peut-il lui-même apporter ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas convoqué cette conférence à quatre. Je l'ai proposée, certes et j'ai reçu immédiatement l'accord de M. Gorbatchev. La position américaine est plus nuancée. M. Bush a, à un moment donné, retenu l'idée, en tout cas de réunir les ministres des affaires étrangères après étude de ce problème entre les trois ministres des affaires étrangères occidentaux. Cela correspond à l'objectif que vous venez de dire : face à la situation actuelle de l'Union et de la dispersion des moyens nucléaires, quels engagements mutuels peut-on prendre pour continuer d'exercer un strict contrôle sur l'armement atomique ? Et de ce point de vue, M. Gorbatchev est extrêmement coopératif, car lui aussi a le désir que cette arme terrible de destruction soit maîtrisée par les puissances qui en disposent.

- Mais il me semble que votre question serait peut-être plus actuelle si on la replaçait dans son contexte récent, c'est-à-dire l'accord passé entre les Républiques sous l'autorité du Président de l'Union, pour que précisément sur ce terrain du nucléaire, le pouvoir central exerce sa pleine autorité. Et c'est donc, en effet, présentement avec l'Union qu'il convient de traiter ce problème, l'Union ayant préalablement réglé le problème interne afin de déterminer les limites de sa compétence. L'Union est "propriétaire", si je puis dire d'une force nucléaire comme les Etats-Unis d'Amérique, comme la Grande-Bretagne, comme la France pour ne parler que des pays qui ont des armes nucléaires sur le théâtre européen. Eh bien, ce sont ces quatre-là qui doivent en discuter. Non pas pour se substituer aux autres organismes qui traitent des problèmes de désarmement mais pour régler ce problème-là. Le plus simple, le plus sage, c'est précisément d'en parler avec le Président de l'Union et il me semble que ce mandat est bien celui qui lui a été confié par les Républiques en question.\

M. GORBATCHEV. En ce qui concerne cette question, j'apporterai ma réponse, en ce qui

M. GORBATCHEV.- En ce qui concerne cette question, j'apporterai ma réponse, en ce qui concerne les garanties. Tout d'abord, actuellement, les armes nucléaires se trouvent placées sous un contrôle des autorités fédérales et du Président de l'Union. Ceci en ce qui concerne les armements stratégiques offensifs. vous posez cette question en vous basant probablement sur les déclarations qui ont été faites à telles ou telle époque, et ces déclarations ont suscité une inquiétude en Union soviétique et chez vous aussi. Je dois dire que cela reflète une certaine rigidité. L'état actuel de notre société, encore que les mêmes protagonistes, quelques jours après, aient déclaré qu'ils ne revendiqueraient pas ce privilège, qu'ils étaient conscients de l'importance des armes nucléaires et que tous ces armements devraient se trouver sous le contrôle des autorités fédérales, sous le contrôle et sous le commandement du Président de l'Union nouvelle. Donc, aujourd'hui encore, du point de vue des perspectives, cette question, dès lors qu'on parle d'une position responsable, cette question-là est réglée. Si dans le cadre des débats qui suivent leur cours, on voit apparaître des prises de position pareilles, c'est le témoignage du fait que notre démocratie en est encore à se former et nos nouveaux hommes politiques doivent aussi mettre du temps pour se former en tant qu'hommes politiques. Je vous le dis, en toute responsabilité, en toute franchise. Cela dit, il n'y a point de raison pour avoir de l'inquiétude. Celui qui cherche à effrayer l'Union et les autres Etats, s'adonne à un exercice peu sérieux. Donc c'est du tapage politique. On doit le qualifier ainsi, et on doit le dénoncer, condamner ces prises de position irresponsables.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à quelques mois d'intervalle, deux événements se sont produits dans le monde. Le Président Gorbatchev a failli être renversé par un coup d'Etat, et en Haïti un coup de force a effectivement renversé le Président démocratiquement élu. Pour ces deux événements, la France n'a pas eu la même attitude. D'après vous, comment expliquez-vous cette différence d'appréciation ? Et j'aimerais avoir l'avis de monsieur Gorbatchev sur cette question, et notamment sur l'embargo décrété par la communauté internationale qui frappe un pays déjà au bord de la banqueroute et qui touche plus particulièrement les couches les plus défavorisées de la société haïtienne.

- LE PRESIDENT.- Je ne comprends pas ce que vous voulez dire par "n'ayant pas eu la même attitude". C'est une invention supplémentaire. Je suis, ce matin, avec M. Gorbatchev comme j'ai été à ses côtés à tout moment, y compris pendant la crise et hier le Président Aristide se trouvait à Paris. Je ne vois absolument pas ce qu'il y a de particulier. La différence, évidemment, c'est que l'un de ces chefs d'Etat est resté au pouvoir. Finalement les forces démocratiques l'ont emporté. Dans le cas de Haïti, présentement, le Président Aristide, qui a gardé absolument son droit et ses compétences, n'en est pas moins contraint de quitter son pays avant d'y revenir, j'espère.

- Donc, le droit est le droit. Il est le même partout. Et, il n'est jamais arrivé à la France de reconnaître un putsch, nulle part lorsqu'il s'agissait d'abattre un gouvernement démocratique. Il est même arrivé à certains d'entre nous d'être assez sourcilleux lorsque qu'il y avait des apparences de putsch en France ! Alors votre question est tout à fait ambiguë. Pour nous le Président de Haïti c'est le Président Aristide. Il faudrait une consultation démocratique en Haïti pour que de nouvelles autorités puissent être désignées, et non pas de la manière dont cela c'est produit récemment. Je vous répète que le Père Aristide était notre invité il y a simplement quelques heures, et il a reçu les honneurs dûs à son rang. Que voulez-vous que je vous dise de plus ?

- M. GORBATCHEV.- J'ajouterai que je partage l'approche qui est celle du Président Mitterrand. J'aimerais espérer que la crise qui a frappé cet Etat, ce peuple, finira par être résolue compte tenu de la volonté du peuple et des intérêts du peuple.

- LE PRESIDENT.- Voilà, nous allons maintenant lever cette séance. Nous vous remercions de votre concours. Merci.\